Tensions sociales et racisme: les maires appellent Emmanuel Macron à un débat apaisé.

Parmi eux, Jeanne Barseghian (Strasbourg), Vincent Chauvet (Autun), Grégory Doucet (Lyon), Pierre Hurmic (Bordeaux) Eric Piolle (Grenoble), Cédric Van Styvendael (Villeurbanne), s'expriment dans un message vidéo commun.

Paris, le 6 juillet 2023 - **Dans le contexte des difficultés actuelles du Parlement de légiférer sur les questions d'immigration et d'intégration, et du débat public inflammable sur les sujets migratoires, l'appel pour la tenue d'une convention citoyenne sur la migration a pris une ampleur sans précédent, apparaissant comme une solution constructive pour établir enfin un débat apaisé et sortir de l'impasse actuelle. Par la voix de 6 d'entre eux, des maires appellent, par un message vidéo, les citoyens à soutenir l'initiative, pour être entendus par Emmanuel Macron.**

Après 400 chercheurs, des dizaines de personnalités de divers horizons, le ministre du Renouveau Démocratique Olivier Véran, des députés de différents bords dont Stella Dupont, Barbara Pompili et Benjamin Lucas, le CESE, la CNCDH, 90 associations et organisations de la société civile, des maires expriment à leur tour leur soutien à l'appel à la tenue d'une convention citoyenne sur la migration, pour enfin avoir un débat apaisé en France sur le sujet.

Récemment, les communes de Callac, Thiverval-Grignon ou Saint-Brevin-les-Pins ont connu des mouvements de protestation hostiles et violents contre l'installation de projets d'accueil de personnes exilées, suscitant de vives tensions dans ces territoires. Des menaces de mort contre des élus de tous bords ont été proférées, parfois mises à exécution, comme c'est le cas pour Yannick Morez, le maire de Saint-Brevin-les-Pins, qui s'est résigné à démissionner. Les maires sont ainsi en première ligne et témoignent de l'impossible sérénité du débat public sur l'immigration.

A ce propos Jeanne Barseghian, maire de Strasbourg et co-présidente de l'ANVITA déclare: *"face à l'impasse politique et démocratique dans laquelle nous nous trouvons sur les questions de migration, j'appelle à l'organisation d'une convention citoyenne."*

"Aujourd'hui, quelle que soit la taille de notre commune, quelle que soit notre famille politique, nous ne pouvons pas nous taire", poursuit Vincent Chauvet, maire d'Autun.

"Je ne peux pas me taire face à l'indigne récupération du drame d'Annecy, quelques minutes après les faits, sur fond de racisme", précise Grégory Doucet, maire de Lyon, *"mais aujourd'hui les débats sur l'immigration sont inaudibles, le brouhaha médiatique empêche toute discussion apaisée."*

Pierre Hurmic, maire de Bordeaux, ajoute : *"8 français sur 10 déclarent qu'on ne peut pas parler sereinement d'immigration,de réfugiés, de déplacés, d'intégration. Nous voulons un débat apaisé, fondé sur des analyses universitaires et scientifiques des migrations."*

Tandis que Eric Piolle, maire de Grenoble observe: *"Pour réfléchir aux questions de migration et surtout faire des propositions, nous devons en parler avant tout entre citoyens et nous saisir de ce débat auquel le pays ne peut échapper."*

"Nous, maires de France, rejoignons l'appel de milliers de citoyens pour demander au président de la république d'organiser une convention citoyenne sur la migration.", conclut Cédric Van Styvendael, maire de Villeurbanne.

Ensemble, les élus d'une grande diversité de communes et de collectivités territoriales mobilisent les citoyens pour signer la pétition sur change.org/conventioncitoyennemigration et atteindre 150 000 signataires, seuil de saisine du CESE. Chercheurs, élus, associations, citoyens demandent à Emmanuel Macron la tenue d'une convention citoyenne sur la migration, dès 2023.

L'appel à une Convention citoyenne sur les migrations est soutenu par l'Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants (ANVITA) réseau de collectivités territoriales co-présidé par Jeanne Barseghian, Maire de Strasbourg, et Damien Carême, eurodéputé, regroupant près de 80 collectivités en France.

* * *

A propos de l'appel à la tenue d'une convention citoyenne sur la migration: issu d'un groupe de citoyens engagés et porté par l'association loi 1901 *Pour une Convention Citoyenne sur la Migration,* qui mène la campagne de mobilisation ***Pour un débat apaisé*** invitant les citoyens et la société civile dans son ensemble à se joindre à l'appel au Président de la République, Emmanuel Macron, et à son gouvernement, pour la tenue d'une convention citoyenne sur la migration.

Contacts presse

Pour une Convention Citoyenne sur la Migration
Robert Morel - presse@conventioncitoyennesurlamigration.fr - 06 59 35 23 15 - web: http://pourundebatapaise.fr/